

Indonésie : la protection sociale à l'appui de la démocratie

Écrit par : Alexander Pick

Dernière mise à jour : 8 mai 2019



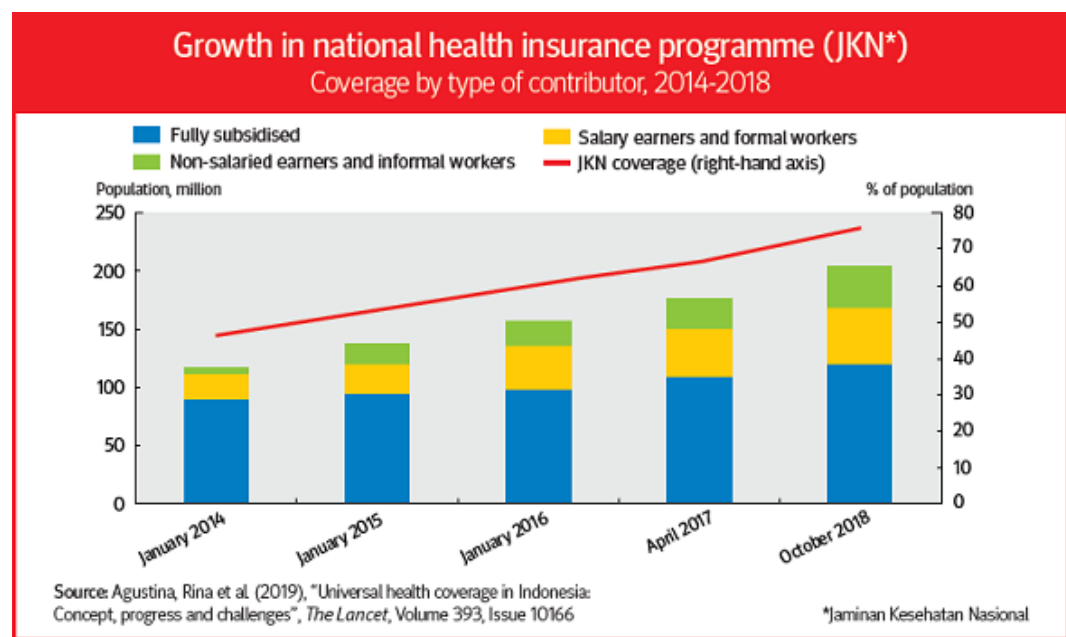
devrait pas chercher plus loin qu'en Indonésie. En effet, avec plus de 260 millions d'habitants répartis sur un archipel de plus de 6 000 îles, les obstacles d'ordre administratif comme logistique y sont monnaie courante ; même l'élection du président indonésien le 17 avril a été saluée comme une prouesse.

Le système de protection sociale indonésien fait moins parler de lui mais n'en est pas moins impressionnant. Atteignant aujourd'hui la quasi-totalité de la population, il contribue à lutter contre la pauvreté et la faim et facilite l'accès aux soins et à l'école. Peu importe les résultats de l'élection présidentielle, il ne fait aucun doute que la protection sociale contribue largement à la démocratie en Indonésie.

Selon un nouveau rapport intitulé « [Social Protection System Review of Indonesia](#) », la protection sociale s'est considérablement développée en Indonésie ces vingt dernières années. En effet, depuis la crise financière asiatique de 1997-98, les gouvernements successifs ont non seulement étendu la portée de la protection sociale pour couvrir toutes sortes de risques, mais ils ont également cherché à renforcer la cohérence entre les régimes. Aujourd'hui, la stratégie de croissance inclusive du gouvernement actuel vise essentiellement à combler les

lacunes en matière de couverture sociale et à aider la population à sortir de la précarité.

Deux programmes en particulier illustrent cette volonté. Le premier est le régime national d'assurance-maladie, Jaminan Kesehatan Nasional (JKN), qui couvrait, au 1er avril 2019, 220 millions de personnes, soit 85 % de la population. Comme le montre le graphique ci-dessous, la couverture sociale s'est rapidement élargie à la suite d'une réforme adoptée en 2014 qui a mis en place un régime universel d'assurance-maladie pour tous les Indonésiens. En outre, l'État prend entièrement en charge les cotisations pour les ménages considérés comme pauvres, et partiellement pour les travailleurs informels en fonction de leurs revenus. Ce nouveau programme se heurte à des difficultés qui mettent à rude épreuve les finances du système, notamment l'augmentation rapide du nombre de bénéficiaires, la générosité des prestations et [le retrait des jeunes adultes](#) peu susceptibles de faire valoir leurs droits. Néanmoins, ce progrès vers un régime universel d'assurance-maladie met en exergue le fait qu'un système de protection sociale doit tenir compte de la diversité des besoins et réalités des individus.



Le second régime général, Program Keluarga Harapan (PKH) ou le programme « Espoir pour les familles », consiste en des transferts monétaires conditionnels pour les ménages pauvres. Le nombre de bénéficiaires a rapidement augmenté depuis 2014, atteignant 10 millions de familles en 2018, et le montant des prestations perçues va doubler en 2019. Non seulement ce programme est l'instrument le plus efficace dont dispose l'Indonésie pour combattre la pauvreté, mais il permettrait aussi [d'améliorer sur le long terme les résultats de ses bénéficiaires en termes d'éducation et de santé](#). En effet, il donne également droit à des soins médicaux gratuits, à des bourses d'études et à des denrées

alimentaires subventionnées, apportant ainsi une aide globale. Toutefois, dans la pratique, les bénéficiaires n'obtiennent pas toujours ces avantages.

En Indonésie, le système de protection sociale repose sur un registre répertoriant 40 % des ménages les plus pauvres de tout le pays. Ce registre, nommé base de données intégrée (UDB – Unified Database), permet en théorie de rapprocher les individus pauvres des programmes dont ils disposent pour sortir durablement de la pauvreté.

Il est toutefois difficile de garder les informations à jour dans la vaste zone géographique qu'est l'Indonésie, quand sa population ne quitte jamais vraiment la pauvreté, ce qui compromet les efforts pour proposer des prestations ciblées et signifie que les administrations infranationales ne se fient pas toujours au registre. Dans le même temps, le gouvernement a également mis en place un système de cartes de sécurité sociale (fonctionnant comme des cartes bancaires) qui non seulement rend le système plus transparent et plus accessible, mais favorise également l'inclusion financière.

L'essor de la protection sociale ces dernières années coïncide avec des améliorations notables dans l'ensemble de l'économie. En 2017, on assiste pour la première fois depuis vingt ans au recul des inégalités de revenus. Bien que s'établissant à 0.38 en 2018, le coefficient de GINI demeure plus élevé que ne le voudrait le gouvernement. Dans le même temps, le taux national de pauvreté est définitivement passé sous la barre des 10% en 2018, après avoir plus ou moins stagné au cours de la dernière décennie. Un autre élément à souligner est la chute du taux de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, passant de 37.2 % en 2013 à 30.8 % en 2018, ce qui représente une bonne progression même si ce taux reste supérieur à la moyenne du continent asiatique à 23,2 %.

De telles répercussions encouragent le gouvernement à renforcer son investissement dans la protection sociale. L'allocation à l'aide sociale au titre du budget de 2019 est de 26 % supérieure à celle de l'année précédente en valeur nominale, ce qui en fait [un facteur clé de la croissance globale des dépenses publiques](#), bien qu'en valeur absolue, les dépenses de protection sociale restent faibles par rapport aux autres pays de la région, s'établissant à 1.4 % du PIB. Une forte proportion d'emplois informels permet d'expliquer ce phénomène. En effet, selon les données de l'OCDE, [le ratio impôts/PIB de l'Indonésie figurait parmi les plus bas de la région en 2016, à 11.6 %](#).

L'amélioration du système de protection sociale indonésien ne se fera pas sans obstacles, anciens comme nouveaux. Par exemple, repenser la décentralisation favoriserait la coordination administrative et faciliterait la mise en application des politiques nationales. En parallèle, la part des plus de 65 ans va monter en flèche ces dix prochaines années, ce qui pose des difficultés au niveau des pensions, notamment pour les travailleurs informels. La vulnérabilité des

Indonésiens aux catastrophes naturelles et au changement climatique doit également être prise en considération.

Comme l'indique notre rapport, c'est en surmontant ces obstacles que la protection sociale continuera, dans les années à venir, de renforcer la cohésion sociale, l'économie et la démocratie en Indonésie.

©OCDE Observateur mai 2019

Références

Agustina, Rina et al. (janvier 2019), "Universal health coverage in Indonesia: concept, progress, and challenges", *The Lancet*, vol. 313, n° 10166, pp.75-102, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)31647-7/fulltext?dgcid=raven_jbs_etoc_email](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)31647-7/fulltext?dgcid=raven_jbs_etoc_email)

Banque Mondiale (décembre 2018), *Indonesia Economic Quarterly*, December 2018: Strengthening Competitiveness, Banque Mondiale, Washington, DC, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30969>

Bland, Ben (2019, avril 15), "The World's Most Complicated Single-Day Election Is a Feat of Democracy", *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2019/04/indonesias-elections-are-feat-democracy/587143/>

Cahyadi, Nur et al. (avril 2018), "Cumulative impacts of conditional cash transfer programs: Experimental evidence from Indonesia", *Série de documents de travail TNP2K* <http://tnp2k.go.id/download/9759Working%20Paper%20Cumulative%20Impacts%20of%20Condit>

OCDE (2018), *Études économiques de l'OCDE : Indonésie 2018*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/eco/surveys/economic-survey-indonesia.htm>

OCDE (2018), *Revenue Statistics in Asian and Pacific Economies*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/https://doi.org/10.1787/9789264308091-en>

OCDE (2019), *Social Protection System Review of Indonesia*, Les voies de développement, Éditions OCDE, Paris <http://dx.doi.org/https://doi.org/10.1787/788e9d71-en>